



Syndicat National de la Météorologie CGT (SNM/CGT)
Météo-France
42, avenue G. Coriolis
31057 Toulouse cedex 1

N° d'ordre du registre d'inscription : 2712

Toulouse le 20/02/2025

OBJET : Appel à l'arrêt des partenariats UE-Israël

Depuis plus d'un an, l'armée israélienne bombarde massivement la bande de Gaza, faisant plus de 43 000 victimes (majoritairement civiles, dont plus de 16 000 enfants) et des centaines de milliers de blessé·e·s. La situation en Cisjordanie est extrêmement préoccupante, avec plus de 700 morts et une accélération de la colonisation. Depuis début septembre, la guerre s'est étendue au Liban, où les bombardements massifs sur tout le pays ont causé plus de 3 000 morts et forcé le déplacement de 2 millions de personnes.

Malgré ce contexte, l'État d'Israël est plus que jamais intégré aux partenariats avec l'Union Européenne, y compris en matière de services météorologiques. C'est dans ce cadre que l'agence météorologique israélienne (IMS) bénéficie d'un accès au supercalculateur du Centre Européen de Prévisions Météorologiques de Moyenne Échance (ECMWF) en plus des services fournis aux autres membres coopérants (prévisions, accès aux archives, collaborations scientifiques). L'IMS est aussi le seul membre coopérant non européen de plusieurs programmes rattachés au réseau EUMETNET (Meteo-Alarm, EMETCAL et OPERA).

La recherche israélienne, notamment météorologique, est, elle aussi, largement financée par l'Union Européenne. Israël a été le quinzième plus gros bénéficiaire du programme Horizon 2020, à hauteur de 3,25 milliards d'euros, devant des pays membres tels que le Portugal ou la Pologne. Plusieurs des projets financés ont directement bénéficié à l'industrie de guerre israélienne (IBM Israel Ltd. ou Sightech Ltd.) et donc ont contribué aux massacres en cours. En 2024, le Conseil Européen de la Recherche (ERC) a délivré 30 bourses ERC à des scientifiques travaillant dans des universités israéliennes, en faisant le cinquième pays bénéficiaire.

C'est pourquoi, en tant que service météorologique européen et centre de recherche international, nous demandons l'arrêt de toutes les collaborations institutionnelles et académiques avec Israël. Le boycott des institutions israéliennes est un moyen efficace pour faire pression sur le gouvernement

israélien afin que le droit international soit enfin respecté. Cette demande s'inscrit dans le cadre de l'appel européen à la suspension de l'accord d'association UE-Israël^[1] qui assure une coopération économique, institutionnelle, scientifique et académique de l'Union Européenne avec l'État d'Israël. Ainsi, nous demandons :

- La suspension du statut de membre coopérant (co-operating member) de l'État d'Israël des organisations EUMETNET et ECMWF.
- La suspension des partenariats de Météo-France et ses filiales et des collaborations scientifiques avec les universités et laboratoires israéliens.
- La suspension de la participation d'Israël à Horizon Europe et la suspension de tout financement européen.

Par ailleurs, nous souscrivons pleinement aux exigences confédérales de cessez-le-feu immédiat, de libération de l'ensemble des otages et prisonniers, ainsi que de fin de l'occupation, de la colonisation et de la politique d'apartheid en Palestine menées par l'État d'Israël. Nous demandons l'application du droit international et réclavons une paix juste et durable entre Palestinien·ne·s et Israélien·ne·s.

En tant que représentants syndicaux d'un service météorologique européen, nous nous engageons à faire connaître cet appel à nos homologues des États membres de l'UE et d'ECMWF.

Nous vous serons grésés de porter ces demandes, en votre qualité de Présidente-Directrice Générale de Météo-France, auprès des institutions nationales et internationales en charge de ces partenariats.

En espérant une suite favorable à notre présente lettre, nous vous prions d'agréer, Madame la Présidente-Directrice Générale de Météo-France, l'expression de nos sentiments distingués.

Le SNM/CGT